

**Nations unies - Briefing Yémen -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 11 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je tiens tout d'abord à remercier Martin Griffiths pour sa présentation et plus largement pour son engagement, son talent et ses efforts inlassables afin d'amener les parties à prendre le chemin des discussions. Je vous le redis, cher Martin, vous avez le plein et entier soutien de la France.

Je souhaite passer trois courts messages, avant de pouvoir aborder certains points plus en détail durant les consultations qui vont suivre.

1/ La France regrette d'abord, bien sûr, que les discussions prévues à Genève, à l'invitation des Nations unies, n'aient pu se tenir. Mais comme l'a éloquemment rappelé Martin Griffiths, il est essentiel de préserver les chances de renouer le dialogue. Genève est peut être une occasion manquée à certains égards, mais en aucun cas la fin des efforts pour faire avancer le processus politique. Pour le dire clairement, la diplomatie n'a pas dit son dernier mot.

2/ Plus que jamais, c'est mon deuxième message, nous appelons les parties à rester engagées avec l'envoyé spécial pour reprendre au plus vite la voie du dialogue et faire avancer le processus politique, qui est, nous le savons tous, la seule issue possible au conflit au Yémen. La médiation des Nations unies est la seule à même de pouvoir relancer les discussions en vue d'un accord sur la gestion du port de Hodeïda, d'une reprise des pourparlers, d'une cessation durable des hostilités et de la définition des paramètres d'une solution politique. L'heure doit être à la mise en oeuvre des mesures de confiance qui ont été identifiées par l'envoyé spécial, en vue d'un accord politique qui devra être durable, global et inclusif.

3/ Mon troisième message est un message d'urgence. En effet, la recherche de cette solution politique est non seulement indispensable, mais particulièrement urgente, alors que la situation humanitaire, déjà désastreuse, continue de se dégrader. Seule une solution politique permettra de mettre fin durablement aux souffrances des Yéménites. Une telle solution implique le soutien résolu et unanime des membres du Conseil de sécurité à l'action de Martin Griffiths, ce qui est le cas, mais elle implique aussi, en termes plus proactifs, des messages convergents, de notre part à tous, auprès des parties comme des acteurs régionaux.

Dans l'immédiat, la population du Yémen ne survit que grâce aux efforts extraordinaires déployés par l'ONU et les acteurs humanitaires sur le terrain, auxquels je veux à nouveau

rendre hommage. Nous le réitérons avec force : le droit international humanitaire et les droits de l'Homme doivent impérativement être respectés. Dans ce cadre, un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave doit être garanti aux populations qui en ont besoin - et ces obligations, il faut le marteler, s'imposent à tous.

Voilà, Madame la Présidente, l'esprit dans lequel la France restera pleinement mobilisée au service des objectifs que je viens de rappeler, et continuera à ne ménager aucun effort en ce sens auprès de l'ensemble des acteurs impliqués.

Je vous remercie./.